

## Francis Jeanson

Avant de m'interroger sur la possibilité d'une dialectisation entre le local et le mondial, j'essaierai de préciser ce que signifient pour moi les deux termes en cause ; et pareillement, ce que j'entends par dialectisation.

Le local, généralement parlant, c'est le village, le quartier, la commune parfois même la région : c'est là où nous pouvons avoir des prises réelles. Compte tenu, bien sur, de nos compétences personnelles et de notre formation initiale. Il y a des domaines où nous ne pouvons agir que tout près de nous et il y en a d'autres où nous disposons de moyens d'action à plus longue distance ; il ne s'agit donc pas d'une définition géographique : à chacun son « local ». Et l'on ne doit pas non plus confondre le local avec l'individuel : en tous cas le local qui m'intéresse, c'est celui où l'on peut dire « nous ».

Quant au mondial, qui ne saurait être confondu avec l'universel, c'est ce qui nous déborde de partout, ce qui est insaisissable en pratique, et même pas localisable en pensée. Ça n'existe pour nous qu'à titre d'horizon, de tentation, de projet peut-être.... A l'échelle humaine, le planétaire reste une leurre, la citoyenneté mondiale est une utopie mystifiante, la référence à l'universel demeure mensongère. Je pense par exemple à l'actuelle idéologie des « droits de l'homme », qui trop souvent semble avoir pour devise : « le citoyen contre les populations ». Sous ce couvert, on voit se maintenir des impérialismes et des néo-colonisations de tous ordres. Quelqu'un a baptisé « droits de l'hommisme » cette attitude qui consiste à mettre l'accent sur les droits individuels en laissant dans l'ombre le sort de populations entières et leur droit à survivre.

Il y a une très belle formule d'un écrivain portugais Miguel Torga « L'universel c'est le local moins les murs ». Car l'universel ne nous est pas directement accessible et c'est vrai aussi que nous sommes souvent très mal placés pour nous y référer.

J'évoque ici, pêle-mêle, certaines désastres humains survenus en Amérique Latine et que rappelait récemment l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano : utilisation incontrôlée du césium 137 (à Goyania Brésil 1987) ; recours à des fertilisants et à des pesticides qui tuent les Colombiens pour favoriser la production de tulipes en Colombie.. Or Galeano citait en outre un mémorandum interne signé par l'un des directeurs de la Banque Mondiale, où il était dit que cet organisme devait encourager la délocalisation des industries polluantes vers les pays les moins développés. Pour trois raisons : ce sont les pays les plus pauvres (logique économique) ; ce sont les pays les moins peuplés (bas niveaux de pollution) et le cancer n'a qu'un faible impact sur des gens qui de toute façon meurent jeunes.... Notons que l'auteur de ce mémorandum est devenu par la suite, dans l'administration Clinton, sous-secrétaire d'Etat au Trésor, chargé des affaires internationales. Et qu'il y avait déjà longtemps que le Sud servait de vide-ordures pour le Nord.

Juste un autre exemple du dialogue Sud-Nord et des beautés du « nouvel ordre mondial », célébré par M. Bush : 1 milliard 300 millions de personnes sont privées d'eau potable : mettre fin à cette situation coûterait moins que ce que les Européens dépensent chaque année en crèmes glacées ou les Américains en cosmétiques (Rapport annuel du Programme des Nations Unies pour le Développement).

Mais pour caractériser «le mondial» dans son état devenu habituel, presque normal, j'allais dire en vitesse de croisière, il faut aussi prendre en compte les cyniques comportements d'une certaine géostratégie. Lors de l'agression serbe contre la Bosnie, par exemple, on a pu voir des pays européens se satisfaire d'abandonner les Bosniaques à leur sort en considérant que leurs agresseurs étaient seuls en mesure de maintenir l'ordre dans les Balkans. On peut voir là une illustration de la théorie du «limes»,\* récemment proposée par Jean Christophe RUHN, selon laquelle la géostratégie régnante considère comme sacrifiés différents pays où le désordre est déjà tel qu'il ne s'agit plus que de se prémunir contre tout risque de contamination. D'où le souci d'établir une sorte de cordon sanitaire, constitué de pays dont on puisse attendre, pour certaines raisons, qu'ils fassent tampon entre cette « barbarie » et la « civilisation ».

J'aborderai maintenant l'actuelle évolution du local dans le contexte d'une certaine «mondialisation». Le phénomène central est sans doute ici celui de l'exclusion : reste à définir ce qu'on entend par là. Le danger serait en effet de consentir ainsi à l'existence d'une catégorie particulière, les « exclus », tout en se promettant de lui venir en aide sous des formes diverses. Or toute exclusion suppose un espace d'inclusion ; mais entre «inclus » et « exclus », les frontières ne cessent de s'estomper : des quantités de gens sont en train de découvrir qu'ils ne sont pas nécessairement « du bon côté de la barrière ».

Et puis, où peut-on désormais se sentir inclus? Dans quelle sorte de société ? Et comment ne pas se poser la question : où sommes-nous, que sommes-nous, quand nous ne pesons sur rien ? Or c'est au fond, d'une certaine manière, une assez vieille histoire. Je me contenterai de rappeler les recherches françaises, il y a une cinquantaine d'années, sur «le vide social» : une détérioration du tissu social, un déficit de socialité, qui pouvait conduire au suicide. Il s'agissait là, déjà, d'un risque de dissociation psychique en rapport avec un processus de désocialisation. Et la technocratie, à cet égard, semble avoir d'emblée pris pour devise le thème central d'une certaine idéologie structuraliste : excluons le sujet et tout ira mieux.

Bien des facteurs étaient déjà à l'œuvre : rejet des traditions, discrédit des valeurs morales et perte des repères familiaux, individualisme exacerbé ; sentiment à la fois diffus et massif d'impuissance, de solitude et d'insécurité. Sans oublier le chômage et ses effets cumulatifs. Mais voici qu'est venue s'y surajouter la mondialisation : ce dérèglement «libéral» qui permet à la spéculation de prendre le pas sur les échanges économiques, en soumettant les Etats aux diktats des marchés financiers. Lesquels se prononcent en direct, jour après jour, au nom des actionnaires, quand les simples citoyens de nos démocraties ne sont invités que de temps à autre à choisir leurs représentants. Et nous voici, du coup, bien plus radicalement menacés par le vide social : à partir d'une nouvelle forme d'insécurité, dont il devient presque impossible d'identifier les responsables.

A qui s'en prendre, en effet, quand il s'agit de la mondialisation ? Ce n'est personne : elle est partout et nulle part, elle nous englobe et nous transite

---

\* le mur destiné à protéger l'empire romain contre les barbares

de part en part.. D'où l'inquiétante augmentation de ce qu'on connaissait déjà plus ou moins (réactions de défense, peur de l'autre, racisme et xénophobie). Voici que le déni de l'altérité, de notre propre et constitutive altérité, se change en panique identitaire en replis de tous ordres (nationalismes, fondamentalismes, sectes) tous plus ou moins suicidaires. Au total il s'agit d'un effondrement globale des conditions même de la socialité. Et c'est ainsi que le local est en passe de devenir une sorte de non-lieu un lieu de non-existence sociale.

De quelqu'un qui nous semble plus ou moins égaré, il nous arrive de dire qu' «il ne sait plus où il habite ». Mais c'est déjà plus ou moins notre cas : nous ne savons plus très bien où nous habitons, nous sommes de plus en plus nombreux à nous ressentir plongés dans un climat d'insignifiance.

D'une certaine façon c'est une assez vieille histoire : une histoire de clivages entre telle « civilisation » et telle « barbarie »... Mais il s'agit désormais d'un phénomène global : un redoutable clivage entre les « inclus » du mondialisme et l'ensemble des laissés pour compte de l'espèce humaine. Un monde virtuel tend à se constituer, étranger à toute proxémie sociale. Et il ne s'agit plus de citoyens cherchant à se protéger contre l'inculture des campagnes. Les « mondialistes » ne se sentent pas menacés : ils sont d'ailleurs hors d'atteinte, et les autres sont simplement annulés, devenus non-compétitifs.

Inclusion des uns, désinclusion des autres.... On peut sans doute se satisfaire un moment de surfer sur le virtuel, mais peut-on devenir des SDF (des sans domicile fixe) planétaires sans ressentir une perte d'ancrage, un manque d'appartenance ? Localisation : l'Internet....

Disons que « le mondial » se caractérise aujourd'hui par une globalisation aveugle, incontrôlable par ceux-là même qui en tirent le plus énormes profits. Disons, surtout que cette globalisation entraîne la déstabilisation de toute société concrète, une fracture sociale généralisée, une multiplication du nombre des « exclus ». ROBERT CASTEL parle de « désaffiliés », ce sont des surnuméraires, des « normaux inutiles », de gens qui sont « de trop » puisqu'ils ne servent à rien ; et l'on va jusqu'à évoquer la constitution d'une vaste « déchetterie planétaire ».

Bien entendu, il s'agit de savoir si ce processus est vraiment fatal, si nous n'avons aucun moyen d'en enrayer le cours. Observons en tout cas qu'il s'accompagne d'une dépolitisation jusque dans des régions du monde qui se réclame de la démocratie. Je parlais tout à l'heure de l'impuissance à laquelle n'importe quel Etat peut être réduit par les exigences des marchés financiers. Mais il y a une autre raison d'impuissance : c'est la pénurie de citoyens actifs. La démocratie française, par exemple, se caractérise par des structures particulièrement bien rodées mais très insuffisamment alimentées. Je ne dis pas qu'il n'y a plus des citoyens actifs dans notre société, je constate simplement qu'ils constituent des îlots de citoyenneté dont chacun fonctionne plutôt bien, mais qui demeurent trop isolés pour constituer une véritable assise. Imaginons qu'un homme politique ait assez de courage pour proclamer son sentiment d'impuissance et s'opposer ouvertement au diktat des marchés financiers : sans doute ne trouverait-il aujourd'hui aucun soutien politique décisif à l'échelle du pays. Et ça c'est un problème qui implique d'emblée un bon nombre d'entre nous..

Je parlais tout à l'heure de cet autre aspect d'une certaine mondialisation : la négation du lieu et de l'espace entre les lieux. Ajoutons-y une détemporalisation. La prétendue entrée dans un univers de l'instantanéité, de la non-duré, en parfaite consonance avec la généralisation du culte de la vitesse et du sentiment d'urgence. A l'ère des transmissions instantanées, les prodiges de la communication tendent à nous dispenser de toute relation concrète. Mais qu'aurons-nous bientôt à communiquer et de quels dialogues seront-nous encore capables ? Une immense rumeur communicationnelle nous assiège en permanence : saurons-nous rester attentifs à tous les appels d'innombrables groupes humains qui ça et là tentent de s'exprimer, qui estiment encore avoir quelque chose à dire, quelque sens à partager ? Or c'est bien là que se situe la véritable urgence. Quant à l'obsession de la vitesse, nous devrions en être plus ou moins guéris : à force d'avoir vu d'innombrables « raccourcis » se solder tantôt par de rudes courts-circuits, tantôt par de trop coûteuses pertes de temps. Mais peut-être avons-nous un peu trop pris l'habitude de nous passionner pour ce qui nous échappe, pour ce qui se passe ailleurs, en dehors de nos prises, pour ce qui ne risque guère de nous engager. Et les médias y contribuent trop souvent, par une sorte de confusion qu'ils entretiennent entre le spectaculaire et l'impraticable.

Je m'en prenais à la communication, à cet immense bruit de fond capable de nous assourdir. Or vous savez que de très intéressantes théories de la communication considèrent que le bruit peut être générateur d'organisation ; et c'est vrai que toute société a besoin, pour demeurer vivante, que des facteurs de désordre viennent de temps à autre y susciter la réflexion en parasitant l'ordre dont elle se réclame. Encore faut-il que ce « bruit » demeure assez chargé de sens pour y provoquer une quelconque réorganisation. Au point où nous en sommes, seules de très vives clameurs humaines me semblent désormais capables d'y parvenir.

Dialectisation. J'emploie ce terme pour signifier d'emblée que « la dialectique », si souvent invoquée, n'est qu'un concept philosophique vide de sens aussi longtemps que n'intervient pas une opération humaine de dialectisation. Quand Engels parlait d'une « dialectique de la nature », il prêtait à des éléments matériels le pouvoir de se dialectiser ; et quand une opposition se manifeste en milieu humain, encore faut-il que les termes antagonistes y soient conçus comme relationnels et non comme irréductiblement opposés. Toute dialectisation suppose un pari sur la reconnaissance, par chacun des termes en présence, qu'il est plus ou moins hanté par l'autre, plus ou moins sensible à ce qui mobilise l'autre. Autant dire que toute dialectisation implique une mise en dialogue. Aucune des options antagoniques ne saurait être considérée comme exclusive : leur conflit ne se situe pas dans l'absolu, mais dans le relatif, ou plus concrètement dans le relationnel ; et les tensions les plus intenses ne cessent de s'y traduire par les déplacements d'un centre de gravité qui leur demeure commun. Or Il est clair que certaines cultures, en Occident notamment, ne sont guère porteuses d'une telle conception : d'où la nécessité d'une pédagogie sociale – une action culturelle – pour conférer sens et valeur à ce travail de dialectisation. Un travail qui concerne déjà chacun d'entre nous,

dans la mesure où nous ne tentons pas toujours de faire dialoguer en nous des termes opposés dont nous subissons l'absurde cohabitation.

Oui, c'est tout à la fois personnellement et socialement que nous avons à nous libérer d'une manie de spécialisation et du cloisonnement, désespérément ancrée dans le seul recours à l'analyse et à ses procédures réductrices. Il est grand temps d'y substituer une culture plus ouverte, qui réconcilie les nécessités de la démarche analytique et un constant souci de référence aux totalités concernées. Une culture capable, aussi, de concilier notre indispensable ancrage territorial et la prise de conscience d'une certaine mondialisation des rapports humains : car il faut bien que nous soyons situés quelque part pour pouvoir interroger sérieusement les risques de la délocalisation.

Il ne s'agit donc pas de condamner la démarche analytique, mais bien d'en resituer la fonction et d'en marquer les limites. Sans doute est-il nécessaire de prendre tour à tour des points de vue différents sur la globalité du phénomène : mais chacun de ces points de vue ne sera valable, ne pourra prendre sens, qu'en fonction de cette globalité. Peut-être un exemple d'ordre psychiatrique, me fera-t-il mieux comprendre.

Il fut un temps, pas si lointain (en France en tout cas), où le terme « psychique » ne semblait pas avoir cours dans les services hospitaliers. Et puis on s'est mis à l'utiliser : ce dont je me réjouissais, quand il m'est apparu que c'était souvent pour échapper au « social » (porté par la sectorisation). Depuis lors, les va-et-vient se sont multipliés : tantôt en faveur du social et tantôt en faveur du psychique. Or je ne crois pas qu'on ait jamais vu un psychisme se balader tout seul, hors société ; ni sans doute une société prendre corps en l'absence de tout psychisme. Et peut-être devrions-nous cesser de maintenir un trait d'union entre « psycho » et « social » pour désigner notre propre statut : lequel, bien sur, est d'emblée et inextricablement psychosocial. Le prétendu trait d'union ne signale ici qu'une simple juxtaposition : c'est plutôt l'aveu d'une séparation, d'un clivage propice à tous les cloisonnements qui paralysent nos entreprises concrètes.

Alors, le travail de dialectisation, comment le concevoir ? Premier point : il s'agit de pratiquer, sur fond de monde, tel ou tel contexte particulier. Impossible d'ignorer le monde comme il va, mais toute pratique se situe là où nous sommes, là où nous avons des prises sur la réalité. L'ancrage d'une praxis peut seul nous permettre de ne pas survoler les situations concrètes. C'est à partir de là qu'on peut multiplier à tous niveaux les occasions de dialogue, en s'efforçant chaque fois de repérer le centre de gravité des conflits et les moyens de le faire bouger. En recherchant donc les médiations possibles, dans tous les domaines, culturel, pédagogique, entrepreneurial, économique.....

Ces rencontres de Trieste se réfèrent essentiellement à la notion de «réseau » en tant que moyen de multiplier les échanges, d'ouvrir des brèches, d'établir des liens entre des quantités de groupes humains qui partout dans le monde font preuve d'inventivité dans leur lutte contre l'exclusion, mais qui trop souvent restent coupés les uns des autres, se sent plus ou moins seuls et ne sont pas en mesure de partager leurs apports respectifs. Les mettre en relation, c'est sans doute ouvrir la voie à des très réelles transformations du système

mondial. Aussi importe-t-il d'être très attentifs à la conception même du réseau, et d'éviter ainsi de possibles mécomptes. Il me semble capital qu'un réseau demeure une structure vivante et assez souple pour pouvoir mettre en relation des expériences toujours différentes : capable, donc, de se garder de toute institutionnalisation rigidifiante, de toute hiérarchisation mortifère. Un nombre croissant de témoignages signalent d'ailleurs l'émergence de multiples réseaux locaux qui semblent se prémunir d'emblée contre les risques d'une certaine formalisation. Mais je vois aussi se pointer en France, dans le contexte de psychiatrie publique, la vogue d'une forme de réseau très structurée et censée résoudre tous les problèmes : j'attends le moment où seront officiellement désignés des « chef de réseau », qui s'empresseront de délimiter leur territoires respectifs... Quand je me représente un réseau je n'y vois ni un système, ni un ensemble de structures : j'imagine plutôt un organisme vivant et, par exemple, le fonctionnement d'un cerveau, avec son perpétuel foisonnement de neurones et de dendrites.

Il me semble en tout cas qu'il serait dommageable de réduire le réseau à quelque machine de guerre en forme de contre-pouvoir politique. Le champ proprement politique est en effet plus ou moins neutralisé, mis entre parenthèses au profit d'un champ économique-financier et plus encore financier qu'économique, qui échappe encore à nos prises directes. Les processus d'exclusion concernent désormais les Etats nationaux eux-mêmes et les sociétés dont ils ont à répondre. Mais quand verra-t-on s'imposer une déclaration universelle, non plus des droits de l'Homme mais du droit des populations ?

Le réseau auquel nous pensons ici est d'autant plus nécessaire que des nombreuses communautés ont perdu leur autonomie, les moyens de leur autosuffisance et qu'elles risquent de sombrer dans le découragement et l'apathie, à force de se ressentir impuissantes face aux agressions des forces extérieures. Or le fait qu'il existe ça et là bien des réseaux locaux de lutte contre cette impuissance, et qu'il est urgent de leur fournir les moyens de se relier entre eux, de partager leurs expériences, de découvrir une plus vaste solidarité.

Sans doute suffit-il, ça et là, d'un petit nombre d'individus pour motiver l'ensemble d'un groupe ; encore faut-il que cet ensemble s'éprouve bientôt soutenu par la découverte de ses liens avec bien d'autres groupes du même ordre.

Les sociétés humaines sont aujourd'hui affrontées à de cruels défis qui exigent d'elles, tout à la fois, une approche globale et des actions locales : un effort pour penser « le monde » et une mobilisation locale. Disons qu'il n'y a pas d'accès réels aux processus de mondialisation sans passer par des pratiques localisées, pas plus que d'évolution au plan local sans une prise de conscience du mondial.

Le réseau, je le verrais décentralisé, non bureaucratique et sans doute plus interculturel qu'international : permettant à chaque groupe particulier d'entrer en relation avec d'autres groupes et d'autres cultures, de s'ouvrir à leurs différences et d'en tirer des leçons. Et non pas pour aboutir à

l'insignifiance de certains consensus, mais pour mieux dégager l'essentiel de leurs exigences respectives.

On peut ici parler d'une entreprise de médiation, sous-tendue par une revendication de citoyenneté concrète. S'il est vrai qu'une large ouverture au monde est souhaitable, il ne faut pas qu'elle ait pour conséquences une délocalisation générale, le déracinement de toute culture vivante, la destruction de tout lien social. Et c'est sans doute à l'échelle des nations ou groupes des nations, que des obstacles décisifs pourraient être opposés aux effets déshumanisants de la mondialisation en cours, alors que les Etats et leurs gouvernants se trouvent pris en tenaille entre les diktats des marchés financiers et une inquiétante pénurie des citoyens actifs. De sorte que notre action ne peut guère être directement politique, au sens classique du terme, mais doit d'abord passer par une sorte d'action culturelle tous azimuts : à tous les niveaux de notre existence sociale. Disons qu'il s'agit d'une entreprise de politisation visant à re-actualiser nos potentialités communes. Les appareils politiques font plus ou moins défaut : nous ne pouvons plus compter que sur nos ressources propres et nous devons réapprendre à les utiliser.

Mais comment se prétendre citoyen sans se vouloir sujet ? Et comment se prétendre sujet sans se vouloir activement citoyen ? Reste à savoir, déjà, ce que serait un vrai sujet .... Convenons-en : le sujet n'a pas d'être, ce n'est pas un statut. Je ne suis pas sujet, je peux seulement tenter de me faire tel, en exerçant, chaque fois que possible, une sorte de « fonction sujet ». En m'efforçant de dépasser ce qu'il peut y avoir en moi d'acquis, de conditionné, ce qui tend à faire de « moi » un quasi-objet, et donc en essayant de me situer au meilleur de mes propres ressources. Mais l'exercice de cette fonction-sujet n'a évidemment d'intérêt qu'en pleine pâte sociale un « je » tout seul ça n'est strictement rien.

Il y a une trentaine d'années (entre 1967 et 1972), j'avais eu la chance de pouvoir animer, en province, une équipe d'action culturelle et j'avais alors centré notre action sur la rencontre avec le « non-public ». C'est à dire avec de prétendus citoyens qui n'étaient pas dans le coup, qui ne participaient pas à la « chose publique ». C'était déjà une forme d'exclusion, mais encore plus ou moins discrète et relativement douce : plus radicale et plus visible, l'exclusion du non-public d'aujourd'hui nous pose de tout autres problèmes.

Remarquons d'ailleurs que ce phénomène est en quelque sorte d'ordre culturel ; c'est le prix à payer pour le triomphe d'une « culture globale » : monoculture, pensée unique, idéologie de la mondialisation. Une culture qui dispose de moyens considérables pour se répandre ; une culture standardisée, la négation même de toute culture vivante.

Quant à la dialectisation, disons qu'il importe déjà de la faire intervenir entre nous-mêmes et nous, si nous prétendons être opérationnels dans nos tentatives de dialogues avec les autres. Si précieux que nous soient les ancrages dont nous disposons ne les confondons pas avec de vaines attaches, paralysantes et dépourvues de sens. Mais, quand nous souhaitons nous ouvrir au monde, peut-être n'est-ce trop souvent que pour tenter d'échapper à nos responsabilités locales : une tentation d'exotisme, qui consiste à aller voir ailleurs ce qui se passe, pour n'avoir pas à se sentir engagé ici même. Une forme de perversion, dont la devise pourrait être « ici toujours ailleurs » ; ou, si l'on préfère, « je n'y suis pour personne ».

En fin de compte, il s'agit bien d'affronter une crise : ce qui se produit, selon Gramsci, quand le vieux meurt et que le neuf hésite à naître, à s'affirmer comme neuf, à se reconnaître comme tel. Et le fait est que nous sommes aux prises avec un énorme défi, l'insignifiance est là, nous sommes cernés par l'absurde. Mais ce n'est pas une raison pour verser dans l'absurdisme. Il y a déjà du neuf en nous, et tout autour de nous. Ne nous retranchons pas derrière quelque prétendue fatalité, n'accordons aucun crédit aux chantres de l'irréremédiable : à tous ceux qui invoquent « le déterminisme » là où nous n'avons à faire qu'à une diversité de conditionnements et où nous ne cessons de prendre appui sur certains d'entre eux pour en dépasser d'autres. Le déterminisme en milieu humain, est strictement impensable : si nous étions déterminés, nous ne serions pas en mesure de le dire..

Les forces d'exclusion nous lancent un énorme défi, et rien ne nous garantit que nous en viendrons à bout. Mais c'est vis-à-vis de nous-mêmes, déjà, que nous ne pouvons pas nous résigner. Anticiper l'échec, ce serait agir à la façon de Gribouille qui se jetait à l'eau pour échapper la pluie.

Un vrai pari est notre seule issue ; mais non pas comme au tiercé, où l'on mise sur un cheval pour attendre qu'il gagne. Un pari sur les ressources humaines, sur nos propres ressources : sur la possibilité pour quiconque de produire du sens en pratiquant le contexte et de partager ce sens avec d'autres producteurs de sens.

Peu importe ce que j'aurais encore envie de vous dire ... je voudrais surtout que vous gardiez au moins de mes propos le sentiment que nous ne devons plus compter que sur nous-mêmes, qu'un vrai travail nous attend et qu'il faut bien que nous l'entreprenions quelque part : en agissant là où nous pouvons agir, en faisant ce que nous savons faire là où nous pouvons le faire. Et puis en nous disant qu'il y aura quelque part une suite.. On ne peut pas tout faire d'un coup, ni se laisser intimider par l'énormité de la tâche.

Ce qui sans doute importe plus que tout, c'est qu'ensemble nous parvenions à donner sens à nos contributions personnelles.